

En Allemagne, la résurrection inattendue du parti Die Linke

Porté par une efficace campagne de terrain et par le vote des jeunes, le parti de la gauche radicale a presque doublé son score aux législatives

Cécile Boutelet

Berlin - correspondance - Arrivée au 115, Einbecker Strasse, un immeuble de 11 étages à Lichtenberg, arrondissement de l'ancien Berlin-Est à l'architecture en *Plattenbautypique* des années 1970, Regina Brückner, 43 ans, sort son téléphone portable. « Ici, nous avons sonné à tous les appartements », constate cette militante de Die Linke (gauche radicale), en ouvrant l'application du parti. Elle fait partie de l'équipe qui a organisé la campagne de visites à domicile dans cette partie de Lichtenberg, où les habitants aux revenus modestes sont parfois très éloignés de la politique.

« Je me souviens d'une visite difficile chez un monsieur très en colère contre la gauche radicale, pour qui il avait voté pendant plus de trente ans », raconte-t-elle. Je lui ai répondu : "D'accord, mais moi je viens d'arriver dans le parti et je me tiens devant vous." Il a fini se calmer et par dire : "Respect pour ce que vous faites." Ce fut un moment fort. »

Au cours des trois mois qui ont précédé les élections législatives du dimanche 23 février, 600 000 visites à domicile ont été effectuées par Die Linke, affirme le parti. Aucune autre formation n'a mené une campagne de terrain d'une telle ampleur, inspirée des Etats-Unis. A Lichtenberg, l'opération a été concluante : la candidate du parti d'extrême droite AfD, Beatrix von Storch, 53 ans, figure historique du parti, a été largement battue par Ines Schwerdtner, 36 ans, coprésidente de Die Linke.

Pour le parti, ce succès à Lichtenberg est une victoire symbolique importante face à la montée de l'AFD, qui a obtenu 20,8 % des voix dans le pays. C'est aussi un des signes de la résurrection de la gauche radicale outre-Rhin : Die Linke a obtenu un score inespéré (8,5 %, + 3,9 points par rapport aux législatives de 2021), huit mois après sa débâcle aux européennes de juin 2024 (2,7 %). Début janvier, il était encore crédité de 4 % des intentions de vote. Le 23 février, Die Linke est arrivée en tête auprès des 18-24 ans (25 %, 17 points de plus qu'en 2021), devant l'AFD (21 %, + 14 points).

Regina et Ehmi sont encore émuës du succès de la campagne, à laquelle ont participé de plus en plus de volontaires au fil des semaines. Pour beaucoup, ce fut une première. « Il fallait du courage pour parler à des étrangers qui ne partageaient pas forcément nos idées. Tous les volontaires ont dit que cette expérience les avait marqués », raconte Ehmi, 27 ans, qui a rejoint le parti il y a un an. « J'en avais assez de scroller sur mon téléphone en tremblant à l'idée que l'extrême droite arrive au pouvoir. Je voulais participer à une action collective antifasciste », poursuit-elle. « Rencontrer au hasard des gens, leur faire face physiquement, leur parler, c'est l'anti-réseau social », complète Regina.

Les deux approches – réseaux sociaux et porte-à-porte – sont complémentaires dans la stratégie du parti. Die Linke a fait un bond dans les sondages après la diffusion sur TikTok d'un discours improvisé de la députée Heidi Reichinnek, 36 ans, début février, au Bundestag. On y voit la jeune femme s'enflammer contre le chef de file des conservateurs (CDU/CSU), Friedrich Merz, qu'elle accuse d'avoir « *rompu une digue* » en faisant voter un texte anti-immigration avec l'aide de l'AfD. « *Je n'aurais jamais imaginé qu'un chrétien-démocrate pactise avec l'extrême droite* », lance-t-elle, laissant voir son avant-bras gauche tatoué du visage de la militante révolutionnaire Rosa Luxemburg (1871-1919).

Priorité à la question sociale

La vidéo de deux minutes, devenue virale, a donné en quelques jours un nouvel élan à un mouvement plombé depuis des années par les divisions et les débâcles électorales. Le fond avait été touché en octobre 2023, quand l'ancienne leader du parti, Sahra Wagenknecht, fit sécession pour fonder son propre parti, BSW, provoquant la dissolution du groupe parlementaire Die Linke. Le 23 février, la formation de Sahra Wagenknecht n'a obtenu que 4,97 % des voix, sous les 5 % nécessaires pour être représentée au Bundestag.

Dans son bureau d'angle situé au siège historique de Die Linke, face au théâtre de la Volksbühne, Ines Schwerdtner savoure sa victoire. « *La scission avec Sahra Wagenknecht a été un moment difficile, mais elle a permis de clarifier les choses* », explique-t-elle. *Pour la campagne électorale, nous nous sommes recentrés sur quelques thèmes concrets comme le logement et la hausse du coût de la vie, sujets le plus souvent cités dans nos entretiens avec les gens, loin devant le thème de l'immigration. Nous avons proposé aux gens des examens gratuits de leurs charges de chauffage. Beaucoup ont obtenu des remboursements, 150 euros en moyenne.* »

Plutôt que de faire campagne sur des thématiques sociétales, comme celle du genre, clivante au sein de la gauche, Die Linke a préféré donner la priorité à la question sociale, renouant avec la tradition du *Kümmerpartei* (« parti qui prend soin des problèmes des gens ») de l'ancienne formation d'extrême gauche PDS, héritière de l'ancien parti au pouvoir en Allemagne de l'Est. C'est aussi le seul parti à avoir défendu une position d'ouverture sur l'immigration, en opposition avec la politique de fermeté prônée par l'AfD et la CDU/CSU, mais aussi en net décalage avec les hésitations des sociaux-démocrates (SPD) et des Verts.

« *Les électeurs de Die Linke sont beaucoup plus jeunes qu'avant. Ce sont des abstentionnistes, ou alors des gens qui votaient autrefois pour les Verts ou le SPD, mais qui reprochent à ces deux partis leurs compromis ou un positionnement trop au centre* », analyse Benjamin Höhne, professeur de science politique à l'université technique de Chemnitz. Le problème du vote des jeunes est qu'à l'image des campagnes virales sur les réseaux sociaux, il est volatil. En 2021, les moins de 35 ans avaient plébiscité le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts ; cette année, ils ont davantage voté pour les extrêmes. « *Ce qui compte est que nous ayons cassé la domination de l'AfD sur les réseaux sociaux. La tâche va maintenant consister à contrer l'AfD dans les quartiers résidentiels, plus largement sur le territoire* », assure Ines Schwerdtner.

Minorité de blocage

L'image sympathique donnée par la campagne et les jeunes militants pourrait cependant tourner court. Le parti pacifiste radical semble vouloir utiliser à plein sa nouvelle position de

force au Bundestag dans un moment de crise aiguë de sécurité : l'AfD et Die Linke détiennent à elles deux une minorité de blocage, qui leur donne le pouvoir d'empêcher toute révision constitutionnelle.

Ce levier est considérable : les deux partis peuvent bloquer la réforme du « frein à la dette », ce dispositif constitutionnel qui limite à 0,35 % le déficit annuel de l'Etat fédéral. Or, une hausse importante des dépenses de défense, par de l'endettement, est considérée comme nécessaire par les partis de gouvernement pour renforcer la défense européenne et le soutien à l'Ukraine.

Le futur chancelier, Friedrich Merz, examine donc deux options : soit faire voter une révision constitutionnelle par le Bundestag actuel, avant la constitution du nouveau Parlement issu des élections du 23 février, soit négocier avec Die Linke. Mais un texte publié samedi 1er mars par le parti de la gauche radicale pose des conditions drastiques : oui à une abolition du « frein à la dette » pour investir en Allemagne et soutenir « *civilement* » l'Ukraine, mais non à tout « *fonds spécial* » qui financerait des dépenses d'armement. Si elle reconnaît que la Russie est l'agresseur en Ukraine, Die Linke refuse toute livraison d'armes à Kiev . Elle estime également que l'Europe dépense déjà « *suffisamment pour sa défense* », et qu'elle doit devenir une « *puissance de paix* ».